

| | |
|--|---|
| DREAL ACAL | ETAT D'AVANCEMENT PROJET D'ORGANISATION |
| Version : 2 Rédacteur : Charles Vergobbi Date : 07/10/2015 | SERVICE : Eau-Biodiversité-Paysage |

1 Missions du service

Le service Eau -Biodiversité- Paysage est chargé d'élaborer et de mettre en œuvre en région les politiques de préservation de l'eau, de la biodiversité et des paysages. Il est également chargé, pour le compte du préfet coordonnateur, de la déclinaison des politiques de l'eau et des inondations à l'échelle du bassin Rhin-Meuse, et à l'international.

Le service Eau -Biodiversité- Paysage représente la DREAL dans ses domaines d'intervention à l'échelle de l'ensemble de la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine (10 départements).

Les missions du service sont les suivantes :

- Il décline et met en œuvre les politiques nationales et européennes dans les domaines de l'eau, de la nature des sites et des paysages en région et assure à ce titre l'animation régionale des services de l'Etat concernés ;
- il anime et coordonne l'action des services déconcentrés de l'État intervenant dans les domaines de l'eau et des inondations et met en œuvre, de ce fait, à l'échelle du bassin Rhin-Meuse les principales directives européennes (cadre sur l'eau, inondations, directive nitrates, ERU) ainsi que les politiques territoriales (gestion des étiages, transfert du DPF, continuité écologique) et la GEMAPI. Il co-élabore les SDAGE, Programmes de Mesures, Programmes de surveillance, Système d'information sur l'eau des Districts Rhin et Meuse, les met en œuvre et en assure le suivi. Il élabore les PGRI Rhin et Meuse, les met en œuvre, en assure le suivi ;
- il assiste la direction de la DREAL, dans sa fonction de délégué de Bassin, il suit l'action de l'agence de l'eau Rhin-Meuse et apporte son conseil, appui et assistance technique aux organismes de bassin (comité de bassin, conseil d'administration de l'agence) ;
- il représente le préfet dans les commissions internationales fluviales du Rhin, de la Meuse, de la Moselle, sous l'autorité conjointe des Ministères des affaires étrangères et de l'écologie ;
- il est secrétaire de la commission administrative de bassin rassemblant les préfets du bassin ;
- il assure la programmation et le pilotage du BOP 113 ;
- il instruit à l'échelle régionale les dérogations à l'interdiction de destruction des espèces protégées, les permis CITES délivrés en application de la réglementation internationale sur le commerce des espèces menacées d'extinction, les travaux en réserve naturelle nationale.
- il élabore ou contribue à l'élaboration des avis pour l'autorité environnementale et pour des services instructeurs (aménagement, urbanisme, loi sur l'eau...) et produit des avis sur différents documents et dossiers relevant d'autres réglementations afin d'assurer la prise en compte des enjeux liés à l'eau et la nature dont notamment les dossiers ICPE ou les affaires relatives à l'occupation des sols.
- il élabore, coordonne, participe à la mise en œuvre et évalue les programmes d'actions visant à remédier aux dégradations constatées sur le milieu et à réduire les pollutions (programmes de mesures au sens de la directive cadre sur l'eau, programme d'actions régional au sens de la directive nitrates, directive sur les eaux résiduaires urbaines, plan d'action pour la restauration de la continuité écologique) et la perte de biodiversité (documents d'objectifs Natura 2000, plans de gestion des réserves naturelles, stratégie de création d'aires protégées, suivi des Parcs Naturels, Déclinaison des PNA, PRA ...) ;
- il porte dans ce cadre les projets de création de réserves naturelles nationales ;
- il pilote et décline dans les territoires les SRCEs approuvés en Alsace, Lorraine et Champagne Ardenne ;

- il participe à la rédaction des autres documents de planification (SDAGE, SAGE, SRCAE, schéma régional des carrières...), et contribue à leur mise en œuvre ;
- il contribue à la collecte et à la valorisation de l'information environnementale dans ses domaines de compétence. Il dispose dans ce cadre d'un laboratoire sous accréditation Cofrac pour l'hydrobiologie ;
- il apporte son appui technique aux unités territoriales de la DREAL et aux directions départementales dans les domaines de la biodiversité et de l'eau. Dans ce cadre, il assure l'animation des services départementaux et pilote, produit et fait appliquer des orientations régionales et des guides techniques par les services de l'État en département ;
- il assure le secrétariat technique de comités réglementaires (Conseil scientifique régional du patrimoine naturel, Groupe d'experts régional sur les nitrates, ...). Il apporte une expertise et mobilise ses compétences dans des instances officielles externes (commissions départementales de la nature des sites et des paysages, commissions locales de l'eau ...).

2 Construction de l'organigramme (dont méthode, participation, concertation)

Pour ce qui est de l'univers eau/biodiversité/paysage, une méthode de travail précis a été construite pour arriver au 15 Octobre au rendu attendu. La méthode de travail utilisée doit permettre dans un délai contraint, d'associer les agents à la démarche et d'assurer une communication adéquate sur les enjeux.

Mai Juin 2015 : Début de l'analyse des missions

Définition des briques missions par les chefs de service en poste.

Lettre de mission de la part des chefs de service aux chefs de pôle des quatre services d'origine sur l'analyse des missions et des enjeux.

Travail en trio, associant pleinement les agents des quatre services, sur la définition des missions et des enjeux associés.

Septembre Octobre 2015 - Constitution de l'équipe projet EBP

L'équipe projet en charge de la préfiguration est constituée, autour du chef de service projet, d'un représentant de chaque service eau et biodiversité et d'un représentant de la mission bassin. L'équipe est la suivante :

Charles Vergobbi – DREAL Alsace, chef de service projet

Marie-Pierre Laigre – DREAL Lorraine

Pierre Cumin – Délégation de bassin RM

Guillaume Choumert – DREAL Champagne-Ardenne

Au niveau direction, c'est Laurent Darley qui assure le suivi de la préfiguration de l'univers eau et biodiversité et fait le lien avec les autres directeurs.

Semaine 1 (14/18 Septembre)

16 après midi Paris : calage méthodologie

18 après-midi metz : validation calendrier rendu avec direction + directeur référent

Semaine 2 (21/25 sept)

23 matin : présentation service à Strasbourg

23 après-midi : présentation service à Metz + début échanges chefs de pôle

24 journée : présentation service à Châlons + échanges chefs de pôle

25 après-midi : échanges chefs de pôles

Semaine 3 (28 sept/2 oct)

30 Journée : Journée préfiguration en équipe projet EBP

Semaine 4 (5 oct/9 oct)

6 Octobre : Réunion chef de pôle/division, analyse des scenarii

7 Octobre : envoi des scenarii à l'ensemble des agents et réunion par pôle/division

8 Octobre journée : Journée préfiguration en équipe projet EBP

7/8/9 Octobre : Réunion par pôles/division autour des scenarii et envoi des remarques

Semaine 5 (12 oct/16 oct)

16 Octobre : réunion plénière des 3 services à Metz

3 Enjeux et organisation du service

3.1 Enjeux

AFOM des politiques publiques du service sur le territoire

| <u>Atouts</u> | <u>Menaces</u> |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none">- Une diversité des paysages liée à de grands territoires- Une région source en connexion avec les régions et pays limitrophes grâce à des cours d'eau majeurs (Seine, Rhin, Aisne, Marne, Meuse, Moselle)- Une richesse en biodiversité : milieux (forêts et prairies alluviales, pelouses calcaires) et espèces (Grand hamster, milan royal, grand tétaras, ...)- un entité naturelle remarquable à l'échelle du territoire français : le massif vosgien- Des milieux relictuels remarquables : marais alcalins, toubières, landes sableuses, éboulis calcaires, chaumes ...- Des milieux agricoles encore riches et diversifiés (prairies, vergers)- Une gestion durable et multifonctionnelle des forêts à dominante publique- Une ressource en eau abondante- Une mobilisation importante des outils de protection forte dans certains territoires- Une culture transfrontalière- Le bassin Rhin-Meuse en totalité sur le territoire Est de la région | <p>... mais des atouts en tension :</p> <ul style="list-style-type: none">- simplification des paysages, retournement de prairies, abandon des milieux peu productifs avec des impacts sur les paysages, l'eau et la biodiversité- forêts menacées par l'intensification de l'exploitation, des déséquilibres sylvo-cynégétiques et le développement du bois-énergie (Lorraine en particulier)- milieux riches en biodiversité soumis à l'impact des activités humaines et à la pression démographique <p>et une menace d'étirement de l'action :</p> <ul style="list-style-type: none">- plus d'un tiers de la région sur le bassin Seine-Normandie- perte de vitesse de l'activité internationale |
| <u>Faiblesses</u> | <u>Opportunités</u> |
| <ul style="list-style-type: none">- Des territoires agricoles pauvres en biodiversité avec des masses d'eau dégradées- Des tensions quantitatives sur la ressource en eau en Champagne crayeuse et dans la plaine des Vosges- Une fragmentation forte du réseau écologique | <p>... mais des opportunités pour faire face à ces menaces :</p> <ul style="list-style-type: none">- une vision intégrée de l'aménagement du territoire grâce à la politique trame verte et bleue- une approche globale du Massif vosgien- des acteurs agricoles volontaires pour améliorer la prise en compte des enjeux liés à l'eau, à la biodiversité et aux paysages- un acteur public important, l'ONF, dans le domaine de la gestion des forêts- des structures pour agir sur les enjeux fonciers- une proximité des universités, écoles d'ingénieurs et organismes de formation dans les domaines de l'eau et de la biodiversité |

Résumé des enjeux missions

Sites-paysages-publicités

La fusion des DREAL nécessite que le positionnement de la fonction d'inspection des sites et d'animation des politiques du paysage et de la publicité soit fortement affirmé et nécessitant :

- une mutualisation et des échanges de pratiques à l'échelle de la future grande région, aboutissant à des doctrines communes, à une harmonisation des pratiques et à un positionnement cohérent de l'État d'un département à l'autre, tout en affirmant la spécificité des territoires ; la fonction d'inspecteur des sites - chargé de mission paysage est à équidistance du local et du régional, voire du national. Il s'agit d'une animation descendante (appliquer sur un territoire les consignes nationales, harmoniser les politiques en matière de paysage dans le cadre régional) et ascendante (mettre en valeur les spécificités du territoire et leur prise en compte particulière dans le cadre régional)
- un recul suffisant par rapport aux pressions locales (pour l'inspection des sites).

Le paysage étant par essence une discipline transversale et intégratrice, il faudra trouver une articulation forte avec en particulier tout ce qui relève de l'aménagement du territoire et des politiques concernant les espaces et espèces protégées (PNR, services aménagement et biodiversité de la DREAL...), et avec une prise en compte quasi systématique d'un volet paysager dans les dossiers pour y intégrer les objectifs de qualités paysagères définies dans les politiques sectorielles.

Espèces protégées

A l'issue de la réflexion croisée entre les 3 pôles espèces protégées de la future région ACAL, il ressort que la bonne mise en œuvre de ces actions repose principalement sur :

- des enjeux de connaissance :
 - expertise et mobilisation de la connaissance
- des enjeux régaliens :
 - production de documents méthodologiques
 - instruction des demandes de dérogation
 - montée en puissance du volet contrôle en application de l'ordonnance d'harmonisation des polices de l'environnement
- des enjeux de proximité :
 - action partenariale et mobilisation des acteurs locaux, en particulier pour la mise en œuvre des PNA/PRA
 - proximité avec les porteurs de projet, tant en phase d'élaboration d'un projet que de mise en œuvre
- des enjeux d'organisation du travail :
 - réactivité pour respecter les délais d'instruction, en particulier pour les CITES et les futures instructions autorisations uniques ICPE/IOTA

Par ailleurs, la fusion des régions offre des opportunités en matière d'organisation du travail (échanges entre instructeurs espèces protégées pour pallier l'absence de réseau national, spécialisation sur la thématique espèces exotiques envahissantes) ou de sujets relativement orphelins (mesures compensatoires notamment). Il paraît également nécessaire de réfléchir sur la mise en œuvre des PNA et de leur déclinaison régionale, de nombreuses espèces étant communes aux 3 régions actuelles.

Biodiversité : espaces naturels

SRCE/TVB :

- travailler en étroite collaboration avec la Région dans la mise en œuvre du SRCE et accompagner les collectivités dans la prise en compte du SRCE dans les documents d'urbanisme. Travailler à l'articulation entre les 3 SRCE.

Natura 2000 :

- maintenir le pilotage DREAL de la politique N2000 (outils de suivi, modèles, orientations de la politique, communication, ...) en harmonisation avec les autres politiques portées par le ministère (PNA, ...) en étroite collaboration avec les DDT et en relais du bureau natura du MEDDE
- programmation et suivi financier DREAL (crédits ETAT, FEDER, FEADER) : besoin d'échanges fréquents avec DDT et Région (+ DRAAF MAEC) pour maintenir l'animation et la mise en œuvre de contrats sur le terrain
- animation des réseaux Natura avec DDT, animateurs
- harmonisation des politiques actuelles AL, CA et LO, notamment dans la répartition des tâches avec les DDT et état de conservation espèces/habitats

Aires protégées et autres espaces :

- pilotage (gestion espaces actuels et SCAP) : besoin d'échanges avec les acteurs (Région, CREN, ONF, PNR, asso) et DDT
- poursuivre la mise en œuvre de la SCAP, remobiliser les différents acteurs
- mobilisation des moyens pour création RNN
- réflexion sur une doctrine sur la création et le suivi des APPB

PN – PNR :

- mobilisation des moyens pour renouvellement de charte ou création PN/PNR
- accompagnement et suivi des PNR dans la mise en œuvre de leur charte
- inciter à une gestion concertée de ces différents espaces naturels. Mutualisation et coordination de la gestion des différents sites (N2000, Réserves, parcs,...)
- rester proche des équipes afin qu'elles continuent de relayer nos politiques efficacement

Biodiversité - connaissance :

Pilotées régionalement actuellement (pas de relais dans les DDT), les missions de connaissance biodiversité s'appuient cependant également sur des échanges réguliers avec les acteurs du territoire, en particulier les associations naturalistes. Le cas du CSRPN est assez particulier de ce point de vue : de dimension régionale, avec un secrétariat commun Etat-Région, il se nourrit de compétences diverses et de la connaissance territoriale de ces membres. Son fonctionnement dans le cadre d'une grande région constitue un enjeu important. De même, les inventaires (ZNIEFF, patrimoine géologique) constituent une connaissance centralisée et valorisée aux niveaux départemental, régional et national, mais issue de données locales liées aux acteurs naturalistes.

Un enjeu important de la fusion consistera en la mutualisation de la connaissance existante dans les différentes régions actuelles et le développement des sujets considérés comme des priorités par le ministère sur la politique de la connaissance (SINP, ORB, inventaire en continu des ZNIEFF, inventaire du patrimoine géologique), tout en maintenant le lien avec les principaux producteurs de cette connaissance, les associations naturalistes.

Police de l'eau et de la nature

- Pilotage et animation passant de 2 ou 4 à 10 départements

L'éloignement géographique potentiel et le nombre de services plus importants nécessitent de repenser l'activité d'animation des services départementaux : animation par secteur géographique, animation par bassin, animation par thématique plus restreinte, réseau métier pérenne ou selon les besoins.

- Périmètre et mise en œuvre de l'animation des services départementaux

Les réunions « chefs de service » sont limitées aux chefs de services de DDT en Alsace et CA, elles sont élargies aux chefs de services des DIR ONEMA, ONCFS, AE(s), ARS et DRAAF en Lorraine.

Les DREAL Alsace et CA réunissent tous les services de la région en réunion « interMISEN » et en GT thématiques pérennes ou selon les besoins, la DREAL Lorraine réunit les services dans le cadre de 4 réseaux métier pérennes (contrôle, eau-agriculture, zones humides, politique de l'eau). Il est nécessaire de clarifier ce qui est de l'ordre du pilotage et de l'animation. Par suite, il faut décliner comment assurer l'une ou l'autre de ces missions.

Eau connaissance

- Besoin de maintenir les relais locaux en région, notamment pour Seine-Normandie et le transfrontalier
- Si le laboratoire de Lorraine doit couvrir l'ensemble de la grande région (hors RMC, cf. supra), le renforcement de l'équipe est nécessaire (production + expertise) en raison des distances plus grandes et du nombre de points supplémentaires
- La production des données biologiques sur RMC par la Franche-Comté doit être poursuivie (meilleure connaissance terrain, lien avec agence eau RMC)
- Maintenir l'expertise hydrogéologique au sein de la connaissance et l'étendre à l'ensemble de la région ACAL ce qui implique un nombre d'hydrogéologues accru (une seule personne sur l'ensemble de la région n'est pas suffisant)
- Maintenir la connaissance fine de la nappe d'Alsace et l'implication de la DREAL dans les échanges d'expertise et travaux avec les partenaires allemands, suisses et l'APRONA

Nécessité de proximité pour :

- les études locales : proximité terrain pour Alsace (piémont vosgien, cours d'eau phréatiques de plaine) et Seine-Normandie
- les eaux souterraines (spécificité nappe de la craie, nappe GTI, nappe d'Alsace...) qui nécessitent le maintien d'une relation locale

Planification – DCE

- Maintenir une transversalité entre « planification » et « politique » de l'eau au sein du service
- prioriser les actions à mettre en œuvre
- favoriser la communication interne (autres services de la DREAL) et externe (autres acteurs de la politique de l'eau) pour éviter la "perte en ligne"

Bassin Rhin-Meuse

- **Garantir la lisibilité** de l'échelon "bassin Rhin-Meuse", tant en externe (Comité de bassin, STB, AERM, ...) qu'en interne (articulation avec la région sur un périmètre différent, Ministère, service risques naturels). La lisibilité de l'organigramme a ici toute son importance, le fonctionnement tendant toujours vers l'organisation telle qu'elle serait comprise par un « extérieur » lisant l'organigramme ;
- **Assurer une articulation stratégique et opérationnelle entre niveau bassin et niveau régional : échanges, circulation des informations**
- **Maintenir la transversalité**, entre les sujets eau et inondations, au niveau national et international ;
- **Renforcer la vision stratégique** des enjeux, garantie par un recul et une vue globale des sujets, notamment grâce à une certaine prise de recul des dossiers terrain. Identifier les leviers d'action de la DREAL, et en rattacher la stratégie auprès de la "direction de service". Nécessité de garantir une proximité des services techniques de la DREAL pour ne pas devenir "hors-sol" ;
- **Conserver une adaptabilité** à l'actualité et aux enjeux orphelins, garantie aujourd'hui par le positionnement particulier de la délégation de bassin et par le mode de travail mis en place ;

3.2 Organigrammes proposés (Vision 2018)

Les scénarios d'organisation du service eau, nature et paysage proposés s'appuient sur les éléments de cadrage du macro-organigramme DREAL ACAL validé par la MICORE. Pour ce qui concerne le service, les éléments sont les suivants :

- **un pilotage proposé à Metz** compte tenu de la fonction interrégionale assurée aujourd'hui au titre du bassin Rhin Meuse (bassin qui couvre une part importante de la nouvelle région), et de la présence de nombreux acteurs du domaine sur Metz (et en particulier l'Agence de l'Eau Rhin Meuse et les nombreuses réunions des instances du bassin qui s'y tiennent, ainsi que les délégations interrégionales ONEMA et ONCFS qui couvrent déjà le territoire de la grande région)
- **dont les équipes seront présentes sur les 3 sites** avec des répartitions d'intervention entre les 3 sites qui tiendront compte, pour le domaine eau, des bassins hydrographiques, et pour le domaine nature des enjeux différenciés sur le territoire (à titre d'exemple, sujets marqués d'interaction agriculture – milieux à Chalons, forte sensibilité du territoire sur les espèces protégées et la planification en Alsace, ...).

Pour ce qui est du pilotage du service, il est proposé d'accompagner le chef de service de deux adjoints de plein exercice et d'un adjoint spécifique « eau ». La présence de deux adjoints de plein exercice se justifie par :

- l'importance du service (plus de 80 agents) ;
- un fonctionnement en tri-sites (Metz, Chalon et Strasbourg)
- la nécessité de faire vivre la transversalité entre les départements et la représentation du service sur les différents territoires

Plusieurs alternatives ont été définies à partir de deux scénarios pour l'organisation dans le domaine de la nature et deux scénarios dans le domaine de l'eau détaillés ci-après.

Ces scénarii comprennent tous :

- un chef de service, deux adjoints de plein exercice et un adjoint spécifique 'eau'
- une répartition équilibrée des départements et missions sur le territoire ACAL
- une répartition sur le territoire des missions de gestion des espaces pour mieux répondre au nécessaire besoin de proximité
- une mission transversale rattachée au chef de service en charge de la coordination de la police de l'eau et la nature. Porte d'entrée de la DEB et référente des DDTs sur ces thématiques, cette mission assure le pilotage et l'animation sur les thématiques police de l'eau et de la nature en s'appuyant sur l'expertise des services. Elle pilote la production des doctrines à l'échelle régionale, ainsi que la démarche qualité Eau- Nature dans le service.
- une mission transversale rattachée au chef de service en charge de l'eau et de la biodiversité rhénane
- un appui administratif dans chacun des sites et une gestion centralisée du BOP à Metz, avec des correspondants territoriaux

Les activités et spécificités métiers des DREAL dans le **domaine de l'Eau, Biodiversité et Paysage** sont en concordance directe avec les zones biogéographiques auxquelles se rattachent leurs territoires. Ces régions biogéographiques présentent des enjeux de biodiversité très contrastés. La déconnexion du niveau régional de son ancrage territorial conduirait inévitablement à une perte de sens dans le portage des missions et stratégies d'intervention en faveur de la reconquête de la biodiversité et des continuités écologiques.

Pour autant, les différentes missions biodiversité/paysage sur le territoire doivent être coordonnées ou pilotées à l'échelle ACAL et, lorsque cela ne remet pas en cause l'efficacité de l'action publique, entièrement mutualisées. Les scénarios dans le domaine de la nature et du paysage s'appuient donc sur un ancrage territorial dans chacune des trois anciennes régions, avec une spécialisation des sites plus affirmée sur une thématique propre.

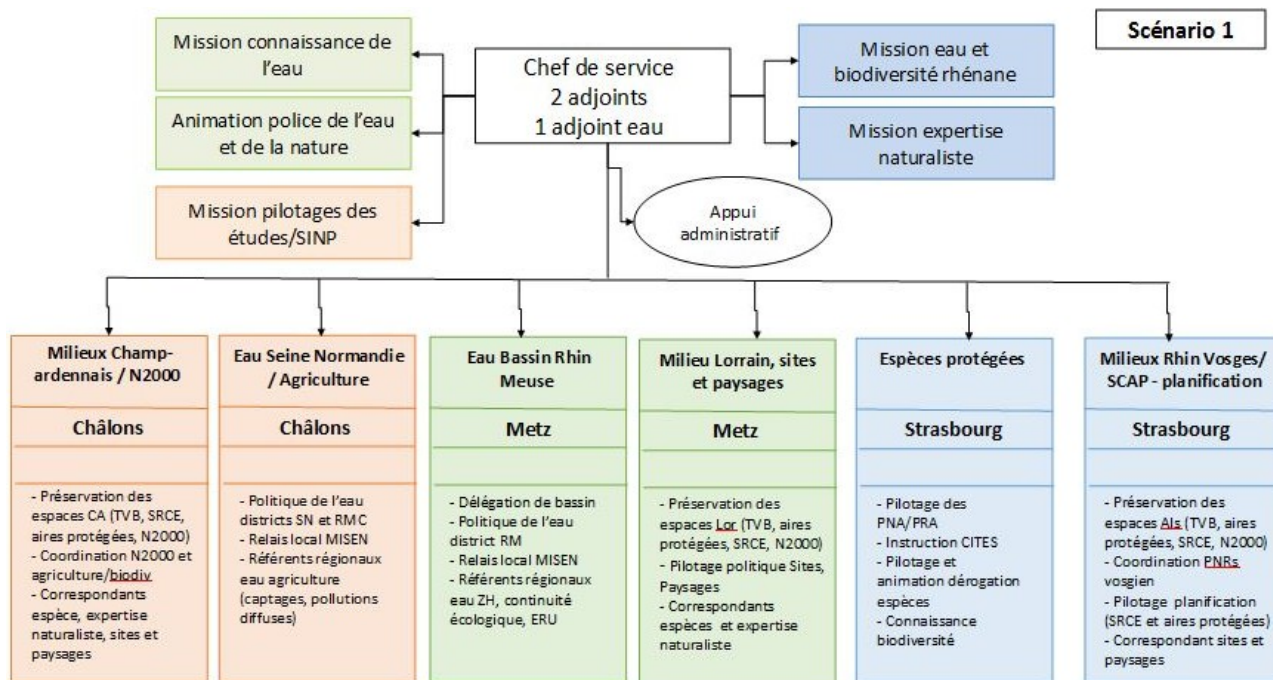
Les scénarios dans le **domaine de l'eau** ont été construits dans un souci d'efficacité et de cohérence de

l'action publique de l'État en région. Ils tiennent en particulier compte de la répartition du territoire en très grande majorité sur deux bassins hydrographiques (Rhin-Meuse et Seine Normandie) d'une part et la spécificité ACAL d'un bassin Rhin-Meuse intégralement compris au sein de la future région.

Scénario 1

Le scénario 1 comporte six départements et cinq missions:

- Un département Espèces protégées à **Strasbourg**. Il a en charge le pilotage des plans d'action nationaux et régionaux sur les espèces protégées, le pilotage des dérogations espèces protégées (coordination de l'instruction des dérogations à l'interdiction de destruction, suivi et contrôle des mesures) et de la CITES.
- Un département Milieux Lorrains/ Sites paysages et publicité à **Metz**. Il a en charge de la déclinaison des politiques de préservation des espaces sur ce territoire (trame verte et bleue, aires protégées, N2000, sites...). Il aura également en son sein des correspondants sur les dérogations à l'interdiction de destruction des espèces protégées et sur la connaissance biodiversité. Il aura un rôle particulier dans le pilotage des politiques de préservation des paysages et des sites en ACAL, ainsi que dans l'animation de la politique publicité.
- Un département Milieux Champagne-Ardenne/ N2000 à **Chalons**. Il a en charge de la déclinaison des politiques de préservation des espaces sur ce territoire (trame verte et bleue, aires protégées, N2000, sites...). Il aura également en son sein des correspondants sur les dérogations à l'interdiction de destruction des espèces protégées et sur la connaissance biodiversité. Il aura un rôle particulier dans la coordination de la politique N2000 et dans l'interface agriculture/biodiversité.
- Un département Milieux Rhénans et Vosges/ Aires protégées en charge de la déclinaison des politiques de préservation des espaces sur ce territoire à **Strasbourg**. Il a en charge de la déclinaison des politiques de préservation des espaces sur ce territoire (trame verte et bleue, aires protégées, N2000, sites...). Il assure en particulier la mise en œuvre de la politique biodiversité sur le territoire du massif des vosges et le suivi des 2 parcs régionaux. Il aura un rôle particulier dans le suivi de la planification environnementale en ACAL et la politique aires protégées.
- Une mission expertise naturaliste en charge de mobiliser la connaissance et d'animer les réseaux naturalistes (CSRPN, ZNIEFF) à **Strasbourg**. Sous format d'atelier, elle s'appuie sur les agents présents dans les quatre départements pour faire progresser la connaissance en matière de biodiversité, en lien avec les réseaux associatifs.
- Une mission pilotage des études à **Chalons**. Elle aura également un rôle particulier dans l'interface avec la mission connaissance. Elle aura pour mission également la valorisation et le développement de la connaissance transversale (interface service eau-biodiversité-paysages/autres services).
- un département Eau Seine Normandie et Agriculture à **Châlons**. Ce département est en charge de décliner la politique régionale de l'eau (suivi des SAGE, ERU, gestion quantitative) à l'échelle du bassin versant Seine-Normandie, et du bassin Rhône-Méditerranée-Corse. Il assure la fonction de référent thématique eau-agriculture (pollution diffuses, captages...) à l'échelle de l'ensemble de la région en proximité avec la DRAAF ACAL.
- Un département Eau Bassin Rhin-Meuse à **Metz**. Ce département, qui inclut la délégation de bassin, est en charge de piloter pour le compte du préfet coordonnateur la politique de l'Etat à l'échelle du bassin Rhin Meuse sur l'ensemble des thématiques eau (pollutions, inondations, planification, gestion quantitative et qualitative de la ressource). Ce département est également en charge de décliner la politique régionale de l'eau (suivi des SAGE, ERU, gestion quantitative) à l'échelle du bassin versant Rhin Meuse. Il assure la fonction de référent thématique zone humide, continuité écologique, à l'échelle de l'ensemble de la région en proximité avec la DT ONEMA.
- Une mission Connaissance de l'eau à **Metz**. Ce département est en charge de d'assurer pour l'ensemble de la Région ACAL une connaissance de la ressource eau nécessaire pour la bonne mise en œuvre des politiques publiques. Il assure l'expertise, la valorisation des données et le pilotage des données en s'appuyant, au besoin, sur des référents en Alsace et Champagne-Ardenne. Il assure également les missions du laboratoire d'hydrobiologie pour le compte de l'ensemble de la région ACAL.



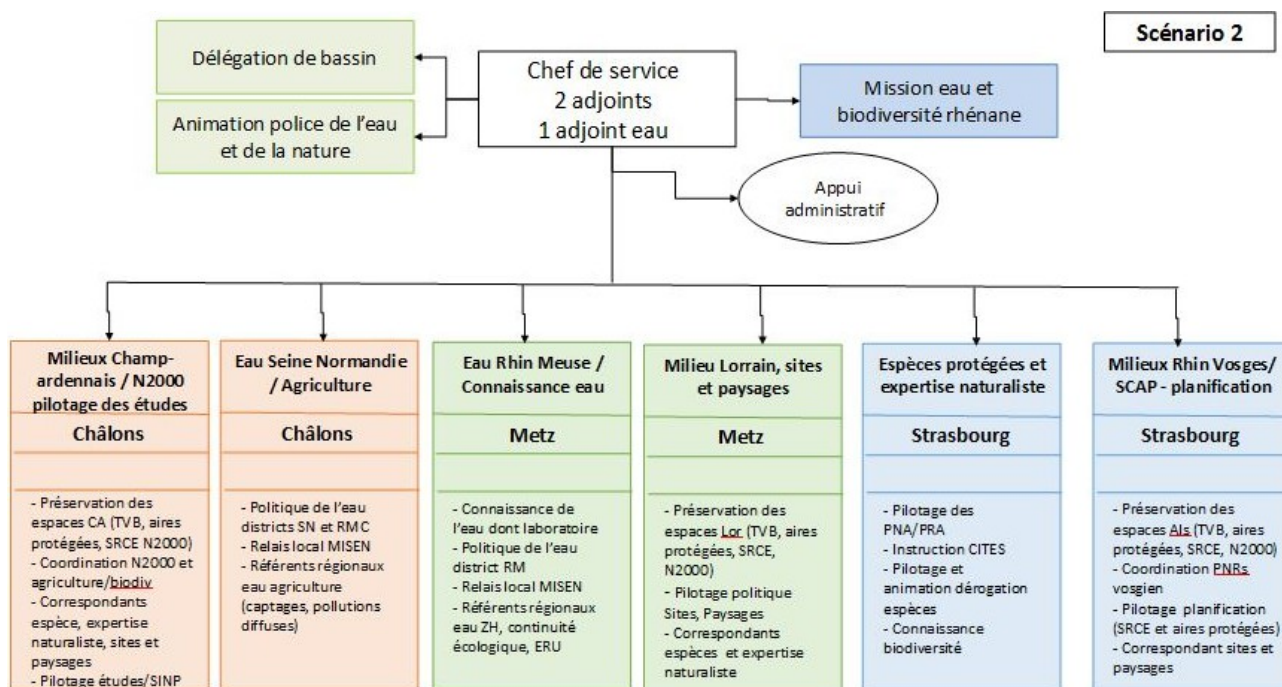
Scénario 2

Le scénario 2 comporte six départements et trois missions:

- Un département Espèces protégées et expertise naturaliste à **Strasbourg**. Il a en charge le pilotage des plans d'action nationaux et régionaux sur les espèces protégées, le pilotage des dérogations espèces protégées (coordination de l'instruction des dérogations à l'interdiction de destruction, suivi et contrôle des mesures) et de la CITES. Il pilote également l'expertise naturaliste.
- Un département Milieux Lorrains/ Sites paysages et publicité à **Metz**. Il a en charge de la déclinaison des politiques de préservation des espaces sur ce territoire (trame verte et bleue, aires protégées, N2000, sites...). Il aura également en son sein des correspondants sur les dérogations à l'interdiction de destruction des espèces protégées et sur la connaissance biodiversité. Il aura en son sein des correspondants sur les dérogations espèces protégées et la connaissance biodiversité. Il aura un rôle particulier dans le pilotage des politiques de préservation des paysages et des sites en ACAL, ainsi que dans l'animation de la politique publicité.
- Un département Milieux Champagne-Ardenne/ N2000/pilotage des études à **Châlons**. Il a en charge de la déclinaison des politiques de préservation des espaces sur ce territoire (trame verte et bleue, aires protégées, N2000, sites...). Il aura également en son sein des correspondants sur les dérogations à l'interdiction de destruction des espèces protégées et sur la connaissance biodiversité. Il aura un rôle particulier dans la coordination de la politique N2000 et dans l'interface agriculture/biodiversité. Il assure également le pilotage des études et l'interface avec la mission connaissance.
- Un département Milieux Rhénans et Vosges en charge de la déclinaison des politiques de préservation des espaces sur ce territoire à **Strasbourg**. Il a en charge de la déclinaison des politiques de préservation des espaces sur ce territoire (trame verte et bleue, aires protégées, N2000, sites...). Il assure en particulier la mise en œuvre de la politique biodiversité sur le territoire du massif des vosges et le suivi des 2 parcs régionaux. Il aura un rôle particulier dans le suivi de la planification environnementale en ACAL et la politique aires protégées.
- Un département Eau Seine Normandie et Agriculture à **Chalon**. Ce département est en charge de décliner la politique régionale de l'eau (suivi des SAGE, ERU, gestion quantitative) à l'échelle du bassin versant Seine-Normandie, et du bassin Rhône-Méditerranée-Corse. Il assure la fonction de référent thématique eau-agriculture (pollution diffuses, captages...) à l'échelle de l'ensemble de la région en proximité avec la DRAAF ACAL.
- Un département Eau Bassin Rhin-Meuse et connaissance à **Metz**. Ce département est en charge de décliner la politique régionale de l'eau (suivi des SAGE, ERU, gestion quantitative) à l'échelle du

bassin versant Rhin Meuse. Il assure la fonction de référent thématique zone humide, continuité écologique. Il est également en charge de la connaissance de la ressource eau nécessaire pour la bonne mise en œuvre des politiques publiques. Il assure l'expertise, la valorisation des données et le pilotage des données en s'appuyant, au besoin, sur des référents en Alsace et Champagne-Ardenne. Il assure également les missions du laboratoire d'hydrobiologie pour le compte de l'ensemble de la région ACAL

- La délégation de bassin à **Metz** en charge de piloter pour le compte du préfet coordonnateur la politique de l'Etat à l'échelle du bassin Rhin Meuse et la représentation à l'international, et rattachée au chef de service.



C'est le scénario 2 qui a la préférence de l'équipe projet de préfiguration du service et des chefs de pôles/divisions réunis le 6 Octobre. Il permet d'une part d'asseoir la vocation stratégique de la délégation de bassin et d'autre part de renforcer la robustesse des départements milieux, en y intégrant des missions spécifiques. Une interrogation reste cependant sur le maintien d'une mission transversale d'expertise naturaliste indépendante du département espèces protégées.

Document de travail